

2006, l'Europe sans boussole

► L'Europe est groggy. Peut-être est-il temps de revoir ses ambitions à la baisse. Et en profiter pour la réconcilier avec ses citoyens. Le choix de reculer pour mieux sauter ?



Mercedes CANDELA, Alexandre DEFOSSEZ, Nicolas PETIT (1)

Institut d'études juridiques européennes
Université de Liège

Mai 2005, un violent séisme politique ébranle l'Union européenne. Le peuple français rejette le projet de "constitution" qui lui est soumis par référendum. L'édifice constitutionnel concocté par la convention sur l'avenir de l'Europe s'effondre comme un château de cartes sous l'onde de choc d'une rhétorique mêlant dénonciation du libéralisme, risques de "dumping social" et hypothétique plan "B" de renégociation du texte. Quelques jours plus tard, une réplique venue des Pays-Bas balaye les derniers gravats d'espoirs. Au lendemain du séisme, l'heure est à la reconstruction. Dans les faits, deux visions différentes de la construction européenne émergent du chaos. Contrairement aux apparences, c'est la vision la moins ambitieuse qui pourrait s'avérer la plus utile à l'Europe dans le long terme. A l'inverse, la vision la plus enthousiaste pourrait irrémédiablement entraîner son délitement. Reprenons.

La vision "euro-minimaliste et nationaliste" interprète le message sorti des urnes comme le rejet de plusieurs décennies de "méthode communautaire", cette méthode par laquelle l'Europe avance sous l'impulsion de technocrates "éclairés" sans que ne soient consultées les opinions publiques. L'insuffisante prise en compte des préoccupations de la population à l'échelon européen fait de l'espace national le cadre politique de référence. Une prime à la défense de l'intérêt national doit être donnée, même si cela ne débouche que sur des avancées minimalistes au niveau européen et bloque l'adoption de grands projets dans le long terme.

La présidence britannique de l'Union illustre à merveille cette vision. Lors du premier semestre 2005, le Royaume Uni avait adopté une posture étonnamment euro-ambitieuse à l'occasion du débat sur les perspectives financières 2007-2013. Au lendemain des rejets référendaires français et néerlandais, de nombreux observateurs estimèrent que Tony Blair se trouvait en position de force pour mener l'Europe sur la voie de la réforme. Il n'en fut cependant rien. Invisible sur la scène européenne, la présidence britannique fit preuve d'une frilosité politique rarement égalée. Fragilisé par une forte oppo-

sition interne, le premier ministre anglais se crispa sur la question du "rabais" britannique. Le repli national du Royaume-Uni trouva écho lorsqu'un groupe d'Etats emmenés par la France refusa de s'engager sur une révision de la Pac que ne cautionneraient pas les opinions publiques. Chaque Etat membre campant sur sa position, un accord au plus petit commun dénominateur fut finalement trouvé, bien en deçà des espoirs initiaux.

La mise en jachère du tristement célèbre projet de directive Bolkestein est un autre exemple de repli national. Initialement perçu comme la pierre angulaire du processus de "redynamisation" du marché européen, ce texte ne tarda pas à être présenté comme une odieuse tentative de pérennisation du "dumping social" élaborée en secret par quelques bureaucrates bruxellois. Pressés par leurs opinions, plusieurs Etats membres obtinrent de la Commission un réexamen de son texte. Les arguments développés à cette occasion traduisent à notre sens la méfiance grandissante de certains Etats membres à l'égard d'autres Etats membres de l'Union. L'épouvantail du "plombier polonais" illustre combien le principe juridique de "reconnaissance mutuelle", concept fondateur du grand marché européen est aujourd'hui contesté.

La vision de l'euro-idéalisme et de la fuite en avant communautaire repose sur un diagnostic distinct: le message adressé par les Français et les Hollandais n'est nullement un rejet de la méthode communautaire mais ex-

prime au contraire un rejet des échecs économiques et politiques des gouvernements nationaux. Les peuples consultés ne se seraient pas exprimés sur le texte proposé, mais auraient principalement

souhaité sanctionner leurs gouvernants. Il est donc inutile de revenir sur les méthodes de travail de l'Union ou de réviser l'agenda législatif européen. Les appels initiaux de la Commission à la poursuite du processus de ratification au soir des "non" français et néerlandais en furent le premier exemple. Mais ce mouvement prit rapidement de l'ampleur et s'exprima à travers un plus grand nombre de décisions et choix politiques.

Le maintien voire l'accélération du processus d'élargissement en est certainement le symbole le plus éclatant. L'Union a récemment annoncé l'octroi du statut de pays candidat à l'ancienne République Yougoslave de Macédoine. Elle cresse par ailleurs le projet de faire adhérer Croatie, Serbie-et-Monténégro et Bosnie-Herzégovine. Pourtant, ce processus est rejeté par de nombreux citoyens y compris parmi des personnalités dont l'"europophilie" n'est plus à démontrer. Un sondage récent montrait ainsi qu'en grande majorité (55 pc contre 31 pc pour), les citoyens européens étaient hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union. Si l'on peut certes chercher à éveiller les esprits aux mérites de l'élargissement, la méthode actuelle de négociation en catimini est dangereuse. Le gouvernement français en a pris acte en introduisant au niveau national une disposition constitutionnelle prévoyant la ratification par référendum de toute adhésion future. Plus problématique encore, le sérieux de la procédure d'adhésion peut poser question, l'Union négociant envers et contre tout, en fermant les yeux sur de graves problèmes écono-

par la construction européenne. A moyen et long terme, cependant, elle pourrait accoucher d'un sursaut du réflexe européen, une fois qu'aura été acté le constat des limites de politiques publiques purement nationales face aux défis qu'impose la mondialisation. La stratégie de l'euro-idéalisme semble de son côté moins dangereuse dans le court terme puisqu'elle maintient l'illusion d'une Europe en ordre de marche, toujours plus ambitieuse et éclairée. A moyen et long terme cependant, ce mépris du message adressé par une partie de la population pourrait conduire à un divorce irréversible entre l'opinion publique et l'Union, en d'autres termes à une nouvelle réplique sismique qui ensevelirait pour longtemps tout projet d'Union politique.

Nous pensons qu'une sortie par le haut de la présente crise politique requiert une meilleure adhésion des Européens à leur propre Union. Ceci implique deux choses. En tout premier lieu, il est important de casser le discours national qui consiste à mettre systématiquement les échecs sur le dos de l'Europe et à en nationaliser les réussites. Une cure de "souverainisme" pourrait être, à cet égard, un révélateur de l'impuissance et des limites de l'action menée à l'échelon national et couper court à la rhétorique populiste de l'Europe-bouc émissaire.

Ensuite, une révision à la baisse des ambitions politiques, législatives, et réglementaires affichées par les partisans de la deuxième vision est nécessaire pour que l'Union rencontre enfin les pré-



► Si l'on peut certes chercher à éveiller les esprits aux mérites de l'élargissement, la méthode actuelle de négociation en catimini est dangereuse.

miques (corruption et dette publique considérable) ou démocratiques (violations répétées des droits de l'homme, mépris de l'Etat de droit).

On pourrait multiplier à l'envi les exemples de l'autisme de l'Union européenne face aux opinions publiques. Ainsi, la question de la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés, la lutte "dogmatique" de la Banque Centrale Européenne contre l'inflation ou la politique de concurrence "libre et non faussée" sont autant d'illustrations de ce phénomène où l'obscurité du débat entretient l'idée que l'Union légifère par voie d'oukases contre lesquels la population ne peut faire entendre sa voix.

Les diagnostics différents sur lesquels reposent ces deux visions pourraient mener à des conséquences diamétralement opposées. La vision euro-minimaliste, plus respectueuse du message adressé par les urnes entraînerait assurément un affaiblissement à court terme de l'Europe et un repli nationaliste pour le moins contraire aux "idéaux" postulés

occupations exprimées par les citoyens européens. A cet égard, les institutions européennes auraient tout intérêt à s'occuper le temps de la réflexion, même si cela exige de mettre au point mort une série d'initiatives politiques qu'elle poursuit depuis plusieurs années. Juridiquement, rien ne lui interdit de le faire, au contraire. La clause de conditionnalité prévue par chacun des accords internationaux liant l'Union aux pays candidats pourrait, par exemple, être mise en œuvre afin de subordonner effectivement l'adhésion de ces derniers à l'éradication des violations des droits de l'homme et au respect des principes démocratiques sur leur territoire. Politiquement, elle utiliserait plus opportunément ses ressources en travaillant à convaincre, par une réelle stratégie de communication de terrain (qui dépasse la simple maintenance d'un site Internet tentaculaire), les citoyens européens du bien fondé de ses actions. ■

► 1. Respectivement chargée de recherches, assistant, et maître de conférences à l'IEJ-E.